

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 19/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CONSTELLIUM NEUF BRISACH**

USINE DE BIESHEIM  
ZIP RHENANE NORD RD 52  
68600 Biesheim

Références : 0006700469\_2024\_07\_17\_CONSTELLIUM\_BIESHEIM\_VIIC-suiviecheanceMMR  
Code AIOT : 0006700469

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du suivi des échéances en lien avec les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pris en date du 20 octobre 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant produits laminés, produits extrudés et pièces structurelles. Constellium compte près de 12 000 employés dans le monde et exploite 24 sites de production en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Le site de production de Biesheim, possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral (codificatif) du 21 juillet 2022 à exploiter un ensemble d'ICPE qui concourent à son procédé industriel de fabrication. Les installations sont par ailleurs soumises aux dispositions des directives dites "IED" et "SEVESO".

**Thèmes de l'inspection :** Suivi des échéances

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article Article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Mesures Maîtrise des Risques	AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article Article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Mesures de Maîtrise des Risques	AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article Article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article Article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site montrent que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de l'ensemble des écarts constatés lors de la visite de contrôle du 20 septembre 2023. Il respecte à date l'ensemble des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 20 octobre 2023. Les dispositions de celui-ci peuvent être levées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, efficacité de la MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><b>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté,</b> l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, pour les deux MMR sus-considérées :</p> <p><b>«Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »</b></p>
<b>Constats :</b> non-publiables, reportés sur une annexe communicable mais non-publiable.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Concernant la barrière de sécurité "détection gaz" en lien avec son stockage de propane, il appartient à l'exploitant de faire application des articles 54 à 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Mesures Maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cinétique de mise en œuvre la MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté,</b> l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, pour la MMR «Intervention avec les moyens mobiles du site canon à mousse de 120 m³/h dimensionnés pour assurer l'extinction » sus-considérée :  <i>«Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »</i>
<b>Constats :</b> non-publiables, reportés sur une annexe communicable mais non-publiable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance de la MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté,</b> l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, pour la MMR «Détection de gaz (5 détecteurs de type explosimètres avec fermeture automatique de 2

électrovannes en pied de réservoir de propane par coupure de l'alimentation électrique) » sus-considérée :
<b>«Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »</b>
<b>Constats : non-publiables, reportés sur une annexe communicable mais non-publiable.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/10/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><b>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté,</b> l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, pour la MMR «Détection de gaz (5 détecteurs de type explosimètres avec fermeture automatique de 2 électrovannes en pied de réservoir de propane par coupure de l'alimentation électrique) » sus-considérée:</p> <p><i>«L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</i></p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p><b><i>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. »</i></b></p>
<b>Constats :</b> <p>Compte tenu du fait que l'exploitant a pu démontrer que la barrière de sécurité considérée n'était plus une MMR, il y a lieu de considérer que l'application de la prescription contrôlée est respectée puisque non applicable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure